

17

1624

(77)

138

DISCOVERS

sur les mariages de
France & d'Es-
pagne, contenant les
raisons qui ont meu
M^oseigneur le Prin-
ce à en demander la
surseance.

2864

8

M. DC. XIV.

23/10/1624

ACC 83-101 (77)

37

DISCOVERS³
SVR LES MARIAGES
de France & d'Espagne,
contenant les raisons qui
ont mēu Monseigneur
le Prince à en de-
mander la sur-
seance.

C'Est contre le droict diuin & naturel de marier ceux qui ne sont mariables par nature, qui sont au dessous de la puberté, & n'ont encor, selon la distinction du sexe, douze ou quatorze ans accomplis. Cela est expressement prohibé & deffendu par les loix ciuiles de toutes les nations, & par les decrets des conciles & constitutions de l'Eglise. La raison de cette prohibition est manifeste, par ce que les impuberes n'ont point de consentement, qui est la forme qui donne l'estre & l'essence aux mariages, forme si necessaire que sans cela ils ne peuuent estre legitimes. Ce qui a lieu aussi bien es mariages des Rois, comme des particuliers, la loy estant egale & commune entr'eux pour ce regard; & n'est point besoing de l'esclarcir plus auant par raisons ou par authoritez, ny cōfirmer par exemples, comme chose trop cogneuë.

Ce n'est pas pourtant que les peres ou meres, les tuteurs mesmes, ne puissent quelquesfois promettre par mariage leurs enfans ou leurs pupilles, auant qu'ils aient atteint la puberté, aage seul iuste & legitime pour contracter mariage. Car telles promesses sont tolerees, principalement entre Princes souuerains, lesquels souuent promettent mariage pour leurs enfans impuberes, afin de s'entretenir en paix, par l'esperance d'une future alliance: mais c'est tousiours sous ceste necessaire condition, d'attendre leur libre-consentement, & suspendre l'execution de ces promesses, iusques à ce qu'ils aient atteint l'aage capable & suffisant de les approuuer ou desapprouuer. Ainsi nous lisons que l'Empereur Theodose I. fiança de son viuant son fils Honorius aagé d'ynze ans seulement avec Marie fille de Stilico, auquel, lors de son decceds, qui fut l'an 398. il donna & la tutelle dudit Honorius & la Regence & administration de l'Empire d'Occident : toutesfois l'honnesteté publique ne permit pas que le mariage s'acheuaft, jusques à ce que Honorius eust quatorze ans accomplis, & qu'il fust entré en la quinziésme année.

Par ce droict, qui tolere ces mariages, ou plustost promesses de mariage, la Royne, comme mere & comme tutrice (car à proprement parler la Regence n'est autre chose qu'une tutele, pourquoy anciennement, comme nos histoires font foy, les Regents

prenoient qualité de tuteurs & Regents du Royaume) & le Roy d'Espagne, comme Roy & pere, ont contracté pour leurs enfans encor mineurs & impuberes, & promis mariage reciproquement entre le Roy & l'Infante: & le Prince d'Espagne & Madame Elizabeth, *pour estre parfaict & accomplis, lors que le Roy & lesdicts Prince & Princesses auront atteint l'aage nubile & conuenable pour ce faire.* Ce sont les propres termes du contract de mariage passé à Paris, au preiudice desquels & pour les eluder, ceux qui abusans de l'autorité publique ont causé les desordres qui sont allés cogneus, veulent encor par vn exemple tres pernicious & de dangereuse consequence, cōtre l'ordre legitime de tout droit diuin & humain, marier le Roy en sa minorité par paroles de present, & ainsi par mariage indissoluble, sans attendre la libre declaration de sa volonté, en son aage parfaict, libre & intelligent.

Il n'est point besoing d'examiner à present les raisons & consideratiōs publiques ou particulieres, qui ont meula Roynē dès le commencement, à entendre à cette alliance, & la preferer à celle de Sauoye, ni discourir sur la difference des conseils qui estoient à prendre ou à reietter, si cest affaire, cōme il le meritoit bien, eust esté mis en deliberation. Carla Roynē le fit seulement proposer, en presençe de Monseigneur le Prince, comme vne chose resoluë & arrestee, non pour en deliberer, ou

demander auis, mais seulement pour l'approuver & consentir. Imitant en cela ces anciens Empereurs Romains, quoy qu'en chose bien dissemblable, lesquels pour faire descharger sur le Senat le mal-talét que le peuple auoit de leurs cruantez, proposoient ou y faisoient proposer leurs auis, & nul n'estoit si osé d'y contredire; ou ces Roys de Perse, au conseil desquels il n'estoit pas permis, aux affaires mesmes plus importants, de contredire à leur auis. Je diray seulement qu'il y a difference entre les promesses de mariage faites par les Princes souuerains, qui ont leurs enfans en leur puissance, par tout droit diuin & humain, tât comme Rois que cōme peres: & celles qui se font par des meres Regētes & autres Regēts, parce qu'ils n'ont pas les Rois mineurs en leur puissance, ny comme meres, ny comme Regents, estans eux-mesmes naturellement subiects à leurs souuerains, mesmes les meres à leurs enfans Rois, tant s'en faut qu'ils en puissent disposer par mariage.

Neantmoins on peut dire, comme apres la mort du Roy, pour plusieurs considerations d'Estat, l'ouuerture de ces alliances, aux conditions portees par le susdit traicté, n'a pas esté inutile qu'aussi ça esté prudence, en ceste mauuaise & dure saison où estoit lors la France, de céder au tēps & ne s'opposer à ces promesses encor qu'il y eust assez de iustice & raison de le faire. Mais maintenant qu'on en veut presser & precipiter l'execution auant le temps, cela

ne se peut souffrir sans infidelité, sans s'opposer à cette violée, que ceux qui sont auteurs de ces mauuais conseils veulent faire à la libre volonté du Roy, lequel en cette action, moins qu'en toute autre, aucun de ses subiets, quel qu'il soit, ne peut obliger. Cela à meü Monseigneur le Prince & les autres Princes, Seigneurs & Officiers de la Couronne ioints avec luy, pour ne defaillir à ce qu'ils doiuent au Roy & à l'Estat, de s'opposer à cette resolution si precipitee & intempestiue, & demander la surseance de ces mariages, iusques à ce qu'en l'assemblée des Estats generaux on ait sur ce pris les resolutions requises & necessaires pour le bien du Royaume, & conuenables à la grandeur & dignité du Roy, attendant qu'en son aage parfait & legitime, estant arbitre de ses volontez, il puisse iuger de ce qui est vtile pour le bien de son Estat. Ce que Monseigneur le Prince declara ouuertement au sieur de Villeroy dès le mois de Decembre, lors qu'il luy fit entendre qu'on auoit resolu de faire la celebration & solemnité de ces mariages à la feste de la Chandeleur ensuiuant, & qu'il luy demanda s'il vouloit estre Commissaire du Prince d'Espagne pour espouser Madame, & que le Prince de Piedmont le seroit du Roy pour espouser l'Infante, & stipuler les paroles de present, mōstrans par là qu'ils ont intention de faire vn mariage indissoluble.

La demande de cette surseance est iuste &

f nécessaire, & ne peut estre refusée sans iniustice. C'est la demâde de toute la France, de tous les vrais François & fideles subiects du Roy. Et ceux qui s'y opposent avec tant de passion, font assés cognoistre de quel esprit ils sont poussez, aimans mieux porter toutes choses aux extremes que de se departir de leurs projets & mauuais desseins, trop recogneus aujour d'huy pour en souffrir d'auantage les pernicieux effects, au deshônneur & à la honte de la France, à l'affoiblissement de ses alliés & à l'aduantage de l'Espagnol son ancien & capital ennemy, auquel ils seruent côme esclaués, côme ministres de son ambition demesuree, ainsi qu'ils ont faict de tout temps.

Cela ne se peut plus dissimuler, la patience est vaincuë par l'apparence d'un si grand mal, qui fait ouurir les yeux aux plus aueugles, esmouuoir les plus insensibles, voyans si hardiment entreprendre cõtre la liberté du Roy, lequel on veut obliger en sa minorité, cõtre les loix de l'Eglise, contre la nature & condition du mariage, qui doibt estre accompagné de toute franchise & liberté, à vne alliance, dont l'heur ou le malheur ne passera pas seulement à sa vie, à sa personne, mais s'estendra à tout le Royaume: alliance qui concerne, non vne partie, mais l'Estat tout entier, & dont la reflexion estant au public, les inconvēniens qui en peuuēt arriuer seront beaucoup plus grands & plus dangereux. Car s'il aduient que ce mariage, quoy que célébré
par

135

par paroles de present, ne plaïse au Roy en l'aage qu'il en pourra cognoistre le mal ou le bien, & qu'il se marie ailleurs, comme peut estre il trouuera qu'il le doit faire, ceux qui ont tousiours leurs esperances de bastir de nos ruïnes la monarchie de l'Europe, & de nous ietter en quelque tourmente, pour faire profit de nostre naufrage, pourtoient se seruir de ce pretexte, pretendre cet autre mariage nul, rendre contentieux l'estat des enfans & leur droict à la Couronne, qui seroit vn grand mal qui passeroit à longues années en malediction sur ce Royaume, & nous ietteroit en d'horribles confusions, qui se peuvent éuiter, en laissant au Roy la liberté au mariage, laquelle nul ne peut ôster à vn particulier, non pas mesmes le particulier à l'oy-mesme par aucune peine. Et si cette liberté est requise en aucun, encores plus à vn Roy pour luy, pour son Estat & pour la seureté de la posterité.

Mais il semble que ces malheureux proxenètes se veulent preualoir de la prochaine maiorité du Roy à quatorze ans commencés, pour tirer consequence de la capacité du gouuernement à la capacité de contracter mariage. En quoy ils se monstrent ou ignorans ou malicieux. La loy de la maiorité, faicte par le Roy Charles V. confirmée par Charles VI. son successeur, qui est singulière en France, & fondée sur des raisons, & considerations publiques allés cogneües, defere au Roy l'administration du

Royaume à l'aage de quatorze ans commencés, auquel finit la tutele & Regence du Royaume, mais elle ne fait pas de preiudice à la loy de nature, qui requiert la puberté pour le mariage, & ne peut estre forcée par les loix ou dispositions des hommes. La raison de la diuersité de ces deux loix est manifeste, & se peut recueillir de l'ordonnance mesmes de Charles V. C'est que pour gouverner l'Estat, le defaut de ingement au Roy, qui a seulement atteint l'aage de quatorze ans, est suppléé par le conseil des Princes & Officiers de la Couronne, dont la France est bien pourueüe, mais au mariage, qui requiert avec la volonté la force du corps, personne ne peut suppléer ce defaut. On en peut dire encores vne autre raison: car le gouvernement de l'Estat n'est que l'administration des affaires presentes, qui de iour à autre suruiennent, & de la cognoissance du reuenue courant sans alienation ny du fonds ny de l'autorité ou droicts Royaux: là où le mariage a au contraire vne longue suite pour l'aduenir, qui oblige le Roy toute sa vie au choix d'vne alliance, qui s'estendra à la posterité & de luy & de ses subiects, principalement quand elle se fait avec vn Prince voisin & puissant, qui ne la recherche que par consideration & par interest, pour en tirer aduantage avec le temps à nostre ruine. Ainsi Philippe de Macedoine rechercha l'alliance d'Arysba Roy des Molosses pour le ruiner & le priver en fin de son Royaume.

Et Antiochus surnommé Epiphanes Roy de Syrie, par le moyen de l'alliance qu'il auoit contractée avec le Roy d'Égypte, se fust emparé du Royaume durant la minorité de son propre nepueu, si le Senat Romain ne l'eust empesché & pris le Roy mineur en sa protection. Les exemples du passé nous donnent assés de suiet d'apprehender les ambitieux desseins de cet autre Philippe sur la France, & de mesmes causes attendre de mesmes effects.

Ie ne sçay par quelle prudence d'estat on presse si inconsiderement, & avec tant de precipitation, l'execution de ce mariage, lequel quand mesmes il seroit faict par paroles de present, n'emporteroit aucune legitime obligation, & qui par auenture ne s'accomplira point lors que le Roy sera en l'aage de le pouuoir aggréer ou desaggréer, ainsi qu'il arriue de la plus part de tels mariages, qui se reuocquent le plus souuent, mesmes par iugement de l'Eglise (qui ne les a iamais approuués. De quoy s'il estoit besoing ie pourrois fournir vn nombre infini d'exemples de toutes les nations, ie me contenteray d'en représenter quelques vns tirés de nos histoires. Charles VIII. Roy de France l'an 1480. aiant esté accordé par Louis XI. son pere, auant l'aage de quatorze ans, par paroles de present, avec Marguerite d'Autriche fille de l'Empereur Maximiliá, laquelle aagée seulement de deux ans fut nourrie en France l'espace de dix ans entiers, apres lesquels neantmoins ils furent séparés par dispense du

Pape Innocent VIII. qui pour mesme raison, donna dispense à Madame Anne de Bretagne, & luy permit de se marier où bon luy sembleroit, encores qu'estant impubere elle eust esté promise par François de Bretagne son pere, & le mariage celebré par procureur avec ledict Empereur Maximilian. Nicolas Duc de Lorraine, du viuant du Duc Iean son pere, fiança par paroles de present l'an 1460. Madame Anne de France fille du Roy Louys XI. Neantmoins, estant depuis paruenü en l'aage de quatorze ans, sans auoir égard à ce premier mariage, duquel il fut dispensé par le Pape Pie II. il espousa Madame Marie de Bourgogne fille de Charles dernier Duc de Bourgogne, laquelle il alloit espouser s'il n'eust esté preuenü de la mort pendant les preparatifs de la solemnité des nopces. Et de nostre siecle, Madame Ieanne d'Albret, n'ayât que huit à neuf ans, fut promise en mariage au Duc de Cleues, par Henry d'Albret Roy de Nauarre son pere, & Madame Maguerite de France sœur du Roy François I. sa mere : mais auant qu'elle eust atteint l'aage nubile & legitime, encor que la solemnité de ce mariage eust esté accomplie, elle en demanda la dissolution, laquelle luy fut accordée, & depuis elle espousa Antoine de Bourbon pere du feu Roy.

De dire que cette alliance n'est pas seulement vtile, mais necessaire à l'estat present des affaires du Royaume plus qu'en autre saison, il faudroit de fortes raisons pour le persuader. Ce seroit faire tort à la puissance du

Roy & du Royaume, à la fidelité de ses bons seruiteurs, de penser que l'Estat fust en cette necessité, que la Frâce, qui tire apres soy tous les Estats de la Chrestienté, eust besoing de l'Espagne, pour se maintenir en paix & en repos. D'ailleurs qu'elle commodité, quel aduantage peut on proposer de cette nouuelle alliance, quel fruiet s'en peut on promettre en comparaison des maux prodigieux qu'on en doibt craindre? Il y a des serpens, des poison, des herbes veneneuses, vtils à quelque chose, toutesfois d'autant que le mal y surpasse infiniment le bien, & que le peril des inconueniens qui en pourroient venir est mille fois plus grand que tout le profit qui s'en pourroient tirer, on en prohibe au peuple l'vsage & le commerce. Si nous voulons considerer les grands progrès que l'Espagnol a faicts depuis les premieres ouvertures de cette alliance, tant parmy nous que parmi nos alliés, fauorisé des lasches & perfides conseils de ceux qui abusent aujourdhui avec vn orgueil insupportable du gouuernement & de l'autorité souveraine du Roy, nous trouuerôs qu'elle est beaucoup plus preiudiciable qu'vtile à la Frâce, & l'issüe d'autât plus suspect, que nous voyons dès l'entrée entreprendre si hardiment sur nos frontieres de Nauarre, violer les limites du Royaume & y planter, sans cōtredit, les marques d'vne nouuelle vsurpation. Cette alliance a faict trauffer le renouvellement de celle des Grisons avec les Venitiens, en faueur de l'Espagnol, qui a tousiours ses desseins sur leur liberté, au

des aduantage de la France, qui n'a pas seule-
 ment interest d'auoir plusieurs amis & confe-
 derés, dont le nombre ne peut iamais estre
 trop grand, quelque puissant qu'on puisse e-
 stre, mais aussi que ceux qui sont alliés avec
 elle soient bien vnis ensemble pour leur com-
 mune conseruation. Sans cette alliance les
 affaires d'Allemagne, en ce qui regarde prin-
 cipalement les Princes vnis, alliés de la Fran-
 ce, ne seroient à l'extremité, ou elle se voient
 aujourdhuy reduictes. Et le Roy d'Espagne
 n'eust aduancé ses desseins sur le Montferrat
 avec le progrès que le Duc de Mantouë est
 contraint de prendre la loy de luy, se soub-
 mettre à ses volontés, & par vn mariage hon-
 teux avec sa belle sœur, conseruer son Estat
 dont il se voyoit autrement despouillé par les
 armes de ce puissant arbitre, qui par aduan-
 ture eust esté plus retenu à entreprendre sur
 les alliés & amis de ceste Couronne, s'il n'eust
 esté assuré des bonnes volontés de ceux qui
 pour tant plus le fauoriser, & lui rendre vn
 iour l'entrée de ce Royaume plus facile du
 costé de la Sauoye ont donné les conseils de
 razer la citadele de Bourg, le plus fort & as-
 seuré rempart qu'eust la France deça les Al-
 pes, pour opposer à vne inuasion estrangere,
 par le moyen duquel la ville de Lyon estoit
 couuerte, & par sa ruine demeure mainte-
 nāt frontiere, & exposée au hazard de la pre-
 miere surprise. Cela a grandement trauail-
 lé la reputation de la France parmy ses
 bons voisins & alliés, mesmes ceux qui

font profession de la Religion pretendüe reformée, qui ne pouuans attribuer ces résolutions à la foiblesse de l'Estat, qui a trop de vigueur & de puissance pour ne s'esmouuoir & resister à ces atteints, ne doubtent plus qu'il n'y ait vne secreete intolligence avec le Roy d'Espagne, au preiudice de leurs traictés, & par l'exemple du Montferat voyant qu'ils ne pourroient estre assistés ny secourus de la France, si le Roy d'Espagne vouloit entreprendre sur eux, ils se sont vnis plus estroitement avec les autres Roys, Estats & Republicques dont l'intérest est commun, pour se deffendre contre toute agression & pour se garentir de la trop grande puissance d'Espagne, laquelle n'estant plus balancée par elle de France, au contraire appuiée & fortifiée par celle de France, liance, leur est grandement suspecte & redoutable. Les assurances qu'on leur auoit données, par Ambassadeurs expres, que ces mariages n'auoient esté recherchés pour leur nuire, qu'on auoit seulement pensé à allier les personnes non les affaires, donner vne femme au Roy & vn mary à Madame, auoit en quelque façon leué les ombrages qu'ils en auoient pris dès le commencement: mais les effects contraires qui ont paru depuis, en diuerses actions publiques qui se sont présentées tant dedans que dehors le Royaume ioincts à cette grande precipitation qu'on apporte auiourd'huy à l'execution de ces mariages, redoublent leurs desiances, confirment leurs soupçons, quand mesmes ils voient la plus saine & plus entiere

partie de l'Estat s'y opposer, que le premier Prince du sang, & tant d'autres Princes & Seigneurs & principaux Officiers de la Couronne, les meilleurs & plus fideles seruiteurs du Roy les plus interessés à la conseruation du Royaume & de ses alliés, en demandēt la surseance, pour les raisons cy dessus representées, auxquelles il n'est pas possible de contredire avec iustice. Mais que diront-ils quād ils sçauront qu'en France on ferme l'oreille à vne si iuste demande? ils n'espereront pas qu'il s'y puisse plus trouuer de soulagement ny de secreté pour eux puis qu'on repute à crime vne action si loüable, pleine de fidelité & de iustice, & laquelle on ne pourroit obmettre ni s'en departir sans encourir vn blasme perpetuel tant de ceux qui viuent que de la posterité. Et que diroit vn iour le Roy de tant de Princes, Seigneurs & Officiers de la Couronne, entre les mains desquels sa liberté & son autorité est mise en depost & en garde, s'ils estoient spectateurs de cette violēce s'y opposer, si laches & si stupides que de la souffrir & tāt d'autres desordres qui menacent l'Estat de ruine dōt les plaintes ont esté representées à la Royne pour y faire pouruoir en l'assemblée des Estats generaux du Royaume de lesquels par artifice on essaye desia d'eluder la conuocation? Plaintes qui ne sont point imaginaires, ainsi qu'a voulu dire celuy qui a emprunté le nom de la Royne pour faire vne quatriesme Apologie de ses actions. La France & tous les François sçauent qu'il y en a encor
plus

plus qu'on n'a dict, que le mal est bien general & bien vniuersel, il s'est glissé dans les provinces, dans les villes, dans les maisons & familles particulieres, dans l'Estat tout entier, dont il n'y a partie qui n'en ressent les misérables effects, il n'y a que la trop grande bonté de la Roïne qui le luy faict ignorer pour auoir trop de confiance en ceux dont elle suit les conseils, auxquels elle donne vne autorité trop absolue en l'administration des affaires publiques, dont ils abusent a son preiudice, & ruinent par ce moien les principaux fondemens de l'Estat. C'est icy que j'adresseray mon discours a la Roïne, & prendray la hardiesse de lui parler avec la liberté d'un vrai & fidele subiect du Roy, qui aime sa patrie & affectionne le seruice de la Majesté.

MADAME, on s'est serui de diuerses artifices pour vous donner des desfiâces de Monseigneur le Prince & des autres Princes, Seigneurs, & Officiers de la Couronne qui sont ioincts avec luy. Toutes leurs actions quoy que plaines d'innocence, de fidelité & d'obeissance, propres a faire le bien, empêcher le mal ont esté desguisées a V. M. & interpretées plustost selon la passion d'autrui, que selon la sincerité de leurs droictes intentions, on impute a crime tout ce qu'ils font, & sans entrer en cōnoissance de cause, sans examiner la iustice de leurs remonstrances, on les publie sous vostre nom perturba.

teurs du repos public : par ce qu'ils demandent la surseance du mariage du Roy & de Madame iusques à l'aage requis par les loix diuines & humaines , & la necessaire reformation des des-ordres , qui menacent l'Estat d'yne ruine ineuitable , s'il n'y est bien tost pourueu. Ce sont les crimes dont ils sont coupables. Ainsi la franchise de donner de bons & salutaires conseils , est souvent perilleuse : mais l'homme de bien ne se lasse pourtant de conseiller tousiours ce qui est iuste & vtile quoy qu'il ne soit agreable. Beaucoup de choses semblent mal gracieuses à ouyr , dont toutesfois la declaration est necessaire. Il n'appartient qu'aux ames viles & serues de mentir & aux libres de dire vray. Les marques de cette seruitude paroissoient visibles en quelques vns de ceux aux conseils desquels V. M. defere le plus lesquels demeurent souvent leurs pensées , n'osent dire ce qui est veritable ou par flaterie luy disent le faux , luy representans les affaires en l'estat que bon leur semble , & selon leurs passions particulieres , comme ces peintres qui cachent les defauts des visages qu'ils ont à peindre au plus bas & profond des ombrages , les desrobans aux yeux des plus clairuoyans , & releuent & exposent à la veüe de tous ce qui est de plus beau. Es choses importantes il est dangereux de sa teste , ne prendre conseil que de soy mesme ou le receuoir des autres , selon sa passion , chercher dans vn faux miroir l'image de la verite , don-

ner la main à vn aueugle , & par les precipices d'un mauuais conseil le mettre en danger manifeste, & faites irreparables. V. M. me pardonnera, s'il luy plaist, si ie dy que sans y penser elle est tombée en cette extremité de donner tout à la passion, rien au conseil sinon de ceux qui rapportent toutes leurs intentions à ce qu'ils scauent luy estre agreable, à ce qui peut contenter son desir, & qui ont assés d'audace, assés de ruse, & d'industrie pour ietter dans l'esprit de V. M. mille desiances & craintes imaginaires, & pour conuertir sa bonté & douceur en vne rigueur & indignation extreme, luy persuader que ces Princes veulent toucher à l'autorité souueraine du Roy & la vostre, laquelle au contraire ils ont tousiours si fidelement maintenüe & conseruée, comme ils sont obligés, n'ont rien laissé à faire ny à dire de ce qui a esté de leur debuoir, auquel ils ne manqueront iamais. Pour faire voir l'impudence de cette calomnie & imposture, recherchée à dessein par la malice de ces gens, dont les actions passées sont pleines de perfide, desloyauté & de trahisons, desquelles ils portent encor à leur honte les cicatrices & flestrissures sur le front, & qui ont tousiours abusé du malheur public au preiudice du bien & repos de l'Estat. Pardonnés moy, MADAME, si la iuste douleur me contraint de m'aigrir en cét endroit, pour repousser l'iniure qu'ils ont voulu faire sous vostre nom au premier Prince du sang, & à tant d'autres Princes,

Seigneurs, & Officiers de la Couronne, dignes d'un plus favorable & gracieux traitement. Cela est deu à la verité & à l'innocence qui leur est vne singuliere defense contre la violence de cet outrage. Leurs actions passées & presentes sont de si bonne odeur à tous les gens de bien, paroissent si visibles & si manifestes aux yeux de tout le monde, qu'elles n'ont besoing d'autre apologie, d'autre defense que d'elles mesmes, avec vn iuste desdain & mespris de la medisance de ceux qui craignent qu'on face voir au iour leurs deporemens, leurs intelligences dehors le Royaume, les resultats de leurs conseils secrets, qui apprehendent qu'on leur face rendre compte de leur conduite & administration, les desians de leur innocence, ne peuuent souffrir la legitime reformation des abus & desordres, qu'ils ont introduits en l'Estat, prenoians bien qu'elle ne se peut faire qu'à leur honte. C'est la leur vlcere, c'est leur playe, c'est ce qui leur faict douleur. Cette rhubarbe leur est fort amere à prendre, ils ne la peuuent gouter, elle les faict vomir, & par ce degoustement on peut voir ce qu'ils ont en l'ame, & iuger de la medecine par l'operation. C'est le naturel de tous meschans esprits de vouloir perpetrer audacieusement toutes meschancetés & ne vouloir qu'on s'en formalise. C'est ce qui leur faict donner à vostre Majesté, ces violents conseils de recourir aux armes, d'allumer la guerre dans le Royaume, sur la miserable

esperance qu'ils ont de trouver quelque secreté dans les ruines de son embrasement, se sauuer sur quelque table de son naufrage. Et par ce qu'ils sçauent bien que d'eux mesmes ils ne peuuent pas ietter ce foudre, qu'ils n'ont point de puissance ny de Dieu ny des hommes de ce faire, ils en donnent les conseils à V. M. luy mettent le fer & le feu en la main, pour la porter à vne extremité dangereuse, plustost qu'à rechercher les moyens de l'euitter. Ce sont de pernicioeux medecins qui veulent guairir vn corps vlcéré par de nouueaux vlcères, ne considerans pas, ou ne voulans considerer, que bien souuent en la cure des grandes maladies on profite plus par le repos du malade que par le mouuement & agitation que les remedes violens apportent: qu'és corps mal disposés vn petit apostume s'enfle & gaigne peu à peu bien auant, & en fin porte la gangrene incurable iusques au cœur. Considerés, MADAMB, l'importance & la consequence perilleuse de cette resolution, apprehendés le danger & la calamité qui en peuuent arriuer. Le pouuoir que vostre autorité vous donne est assez recogneu, sans qu'il soit besoing d'en faire vne espreuue si hazardeuse. Celuy-la fut ridicule qui prit de l'aconit pour faire essay de sa vertu, laquelle il ne peust recognoistre que par la mort, qui oste toute cognoissance. Ne ressemblés à ceux qui traouillés de faim deuorent la premiere viande qui se presente, sans regarder s'ils en peuuent mourir ou deuenir malades donnés vous le loisir, MADAME,

de penser avec vn esprit paisible & repose aux inconvéniens qui peuvent arriver de la guerre, durant la minorité du Roy, & par la provision des perils, recherchés les remèdes & moyens de les éviter. Ne troublez point le repos que la douceur de la paix a donné à la France, que le feu Roy luy a acquise avec tant de peine, & qui ne peut estre tant soit peu alteré, qu'il n'apporte quand & quand vn grand & redoutable changement. Ayez en haine & en horreur de si sanglans conseils, & par vostre prudence destournés les funestes presages qui s'en peuvent tirer. Osters d'auprès de vous ceux qui en sont les auteurs, & vous induisent à ces rigueurs si contraires à la douceur & bonté de V. M. pour attirer sur vous la haine des disorders dont ils sont seuls la cause. Et quoy que l'innocence de V. M. en ce faict soit cogneüe des plus sains & meilleurs jugemens, si est-ce que ceux qui sentiront le mal qui leur sera faict sous vostre nom, ne se prendront qu'à vous mesmes qu'il croiront estre la cause, & convertissans le respect qu'ils vous doibuent, & qu'ils vous rendent, en haine & en mépris, se porteront à toutes actions, quelques desesperées qu'elles puissent estre. Ne permettes, MADAME, que vostre reputation recoïve cette flestrissure, que la posterité vous reproche, que vous aïés esté cause de la desolation d'un si florissant Royaume, où vous aüés receu tant d'honneur & de contentement, & que pour garantir quelques particuliers mal

affectionnés au public, vous en ayés aduancé la ruyne. Que si à l'appetit & suggestion de ces boute-feux V.M. continuë à vouloir porter les choses aux extremes, si on allume le feu, ce sera iustement qu'on le reiettera sur ceux qui veulent embraser l'Estat, & lors la guerre sera iuste à ceux à qui elle est necessaire, puis qu'on leur oste tout autre moyé. Representez-vous, M A D A M E, qu'elle est la fureur de la necessité & du desespoir, quand il n'y a point d'autre salut que le danger. Vous pouuez arrester tout ce mal, & le preuenir par vostre prudence. La cause vous en estant congnüe il est bien aysé d'y appliquer le remede. Accordez doncq, M A D A M E, la surseance des mariages d'Espagne, & la conuocation des Estats generaux avec toute liberté & seureté, & faictes cesser l'armement qui met tout le monde en defiance. C'est le seul moyen d'arrester le mal present, attendant que par l'aduis vniuersel de toute la France, on y puisse prendre vne bonne resolution & & pouruoir à tous les desordres du Royaume. Peut-estre serons nous si heureux, qu'oublions les aigreurs passées par vne salutaire reconciliation, & tous ensemble, d'un cœur ouuert, d'une volonté franche, d'une affection ferme, & immuable, nous nous rencontrerons en mesmes aduis. Et Dieu qui est autheur des bons conseils y fera esclorre des moyens que nous ne pensons pas, & tels que tous les gens de bien desirent & souhaitent & qu'ils sont necessaires pour le bien de l'Estat.

Nota

Le titre de cette lettre est après
les pages 16.